

L'école pour tous, chacun pour soi!

La quadrature du cercle est parfois évoquée lorsqu'on aborde la question de l'école en général, et de l'école genevoise en particulier. L'érosion des connaissances, le désarroi des enseignants, la démission volontaire ou non des parents, l'arbitraire de certaines sélections ou, au contraire, de l'absence de sélection...

A Genève, tous les jours, on réfléchit et l'on se bat parfois avec hargne pour imposer ou défendre ses positions en ces domaines. La tradition, la psychologie, l'idéologie, les religions, la laïcité, la philosophie, le progrès et – last but not least – la science sont appelés à la rescousse.

Les réformes (trop brutales pour les uns, trop timides pour les autres) induisent de nouvelles méthodes d'enseignement, les options se multiplient, les classes se fractionnent, on jongle avec les passerelles: beaucoup de parents sont désorientés, et autant d'enseignants, tandis que les politiciens s'en donnent à cœur joie. Les associations de la « société civile » lancent des initiatives, les écoles privées gèrent leurs listes d'attente: à Genève, plus de 11 % des élèves fréquentent déjà un établissement privé, souvent fort onéreux.

Des votations ont eu lieu ou vont se dérouler, portant sur des points précis et infléchissant l'évolution du système scolaire, souvent au grand dam de sa hiérarchie administrative et politique.

Nous avons voulu donner la parole à un certain nombre d'acteurs de ce tableau bigarré. Le résultat n'est pas un lourd dossier exhaustif, mais plutôt un assortiment d'idées et de points de vue qui permettent de discerner des éléments de rupture totale (faut-il plus ou moins d'argent pour l'école publique?) et des voisinages insolites.

En tout cas quelques pistes de réflexion sur un thème qui, pour ne pas être directement immobilier ou économique, touche directement chacun d'entre nous.

Lecteurs, votre avis nous intéresse!

Vous souhaitez réagir à l'un de nos articles? Vous avez des questions? Un espace vous est réservé sur notre site Internet: www.immorama.ch, rubrique « Réagissez à l'un de nos articles » ou envoyez-nous un e-mail à: redaction@immorama.ch

immodossier

Propos recueillis par Thierry Oppikofer

Ont répondu à nos questions:

- p.12 **Charles Beer**, conseiller d'Etat genevois, en charge du Département de l'instruction publique
- p.14 **Christophe Nidegger**, collaborateur scientifique au Service de recherche en éducation (SRED) du Département cantonal de l'instruction publique
- p.16 **Jacques Follonier**, député radical au Grand Conseil genevois, président de la Commission de l'enseignement
- p.17 **Pierre Weiss**, député libéral au Grand Conseil genevois, éditeur
- p.18 **Gérard Deshusses**, conseiller municipal, président du PS de la Ville, enseignant au Cycle d'Orientation
- p.19 **Jean Romain**, philosophe, porte-parole de l'Association Refaire l'Ecole (ARLE)
- p.20 **Suzanne Bergius**, présidente vaudoise et co-présidente suisse de lobbyparents.ch
- p.22 **Hugues Hiltbold**, conseiller national, président du Parti radical genevois
- p.23 **Anne Seydoux**, présidente de la Fédération des associations de parents d'élèves de la Suisse romande et du Tessin (FAPERT)
- p.24 **Alfred Fernandez**, directeur général de l'Organisation internationale pour le droit à l'éducation et la liberté d'enseignement (OIDE)





Charles Beer
Conseiller d'Etat genevois,
en charge du Département
de l'instruction publique (DIP)

**«Si nous réformons,
c'est pour améliorer
l'école»**

1 Nous combattons les inégalités, qui proviennent davantage de l'environnement dans lequel se situent les écoles que de l'école elle-même, en développant le Réseau d'enseignement prioritaire, qui concerne désormais 14 établissements du primaire sur 96. Les premières évaluations sont très encourageantes. Ce réseau s'étendra bientôt au Cycle d'Orientation (CO). Toujours au CO, le Parlement genevois vient d'approuver à l'unanimité le contre-projet qui sera soumis au peuple cette année encore et qui prévoit justement davantage de moyens pour venir en aide aux adolescents en difficulté et pour améliorer l'orientation de tous les élèves. Mais notre canton n'est pas si inégalitaire que cela, puisqu'il arrive proportionnellement en tête des cantons qui délivrent le plus de maturités. Mieux: en 2005, le taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement postobligatoire s'élevait à 94%.

2 C'est faux, Genève ne dépense pas plus par élève. L'Office fédéral des statistiques indique même que notre canton se situe en dessous de la moyenne suisse pour le primaire. Si Genève se trouve dans le peloton de tête, mais pas en première position, pour le Cycle d'Orientation, c'est parce que nous exigeons des enseignants qu'ils détiennent une licence universitaire dans les disciplines qu'ils enseignent. Concernant les résultats, Genève obtient la moyenne la plus basse des cantons romands, mais cette moyenne est souvent encore supérieure à la moyenne des pays de l'OCDE. Il faut se rappeler aussi que nous vivons dans un canton urbain et qu'il est plus difficile d'enseigner dans un tel milieu. Cela dit, si nous avons réformé l'école primaire et si nous proposons de réformer le Cycle d'Orientation, c'est évidemment pour améliorer l'école genevoise.

3 Non! L'impôt n'a jamais eu pour mission de procéder à une redistribution égalitaire. Si tel était le cas, il deviendrait impossible d'offrir davantage dans les établissements aux besoins plus importants. Sauf à augmenter les impôts, d'un milliard selon les premiers calculs effectués.

4 Oui, bien évidemment! Le Parlement genevois se penchera sur ces accords cet automne.

5 En démocratie, le peuple est souverain, le Parlement légifère et le gouvernement propose et exécute... Puis-je vous suggérer de conserver ce système? ■

Questions

1

Depuis des années, on réforme l'école genevoise. Elle serait pourtant, selon la Commission suisse de l'UNESCO, inégalitaire. Parallèlement, la votation sur les notes l'a montré, les choix «socio-constructivistes» ne font pas l'unanimité. Enfin, en France, l'Education nationale a remis en cause la «méthode globale», qu'un ministre a même qualifiée de «nuisible». Quelles conclusions en tirez-vous?

2

En comparaison intercantonale, Genève, qui a la réputation d'investir globalement le plus d'argent par élève, obtient aussi le moins bon résultat! Comment l'expliquez-vous?

3

Les écoles privées coûtent de l'argent aux parents, qui par ailleurs financent l'école publique par leurs impôts. Le «chèque scolaire» serait-il une solution?

4

L'harmonisation des programmes scolaires en Suisse (projet HarmoS) est-elle souhaitable?

5

Outre les conseillers et experts en pédagogie, le monde politique et l'opinion s'emparent de la question scolaire, ce qui aboutit à des votations sur des thèmes isolés (notes à l'école, Cycle d'Orientation, etc.). Ne pourrait-on imaginer une instance neutre et qualifiée qui établirait des lignes directrices durables, lisibles pour les élèves, les parents, les enseignants?

immoarchives

Retrouvez l'ensemble de nos dossiers sur notre site Internet: www.immorama.ch





Christophe Nidegger

Collaborateur scientifique au Service de recherche en éducation (SRED) du Département cantonal de l'instruction publique

«PISA: un indicateur parmi d'autres»

Le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), lancé en 2000 par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), vise à tester les compétences des élèves de 15 ans de plus de 60 pays en lecture, mathématiques et sciences. Cette étude est organisée tous les trois ans. La Suisse a obtenu des résultats plutôt moyens en lecture, bons en mathématiques et en sciences. En Suisse romande, Genève n'a pas brillé en comparaison avec les autres cantons. Christian Nidegger, collaborateur scientifique au Service de recherche en éducation (SRED) du Département cantonal de l'instruction publique, est le coordinateur de l'enquête PISA pour la Suisse romande.

- Quelle est la particularité des enquêtes PISA?

- Si, le plus souvent, les enquêtes PISA sont connues à travers le classement des pays ou des cantons selon les moyennes obtenues, leur objectif est beaucoup plus vaste. Ces enquêtes visent à permettre aux différents Etats de comprendre leur situation sur le plan scolaire, et non de se borner à constater le rang international obtenu. La moyenne des performances est un peu comme le taux d'inflation en matière économique, c'est un indicateur parmi d'autres. Ce qui est également intéressant, c'est que PISA mesure non seulement les compétences des élèves, mais également l'influence du contexte familial, social et scolaire sur ces compétences, en étudiant notamment si l'école est équitable.

Une moyenne peut cacher de grandes disparités; on peut s'apercevoir du caractère inégalitaire ou non d'un système scolaire. C'est le cas aux Etats-Unis, par exemple, qui obtiennent des résultats moyens avec de grandes disparités selon les populations considérées.

- Les résultats de la Suisse et ceux de Genève n'ont tout de même pas déclenché l'enthousiasme!

- Il est vrai que le système scolaire suisse semblait excellent jusqu'au moment où l'on s'est aperçu, en nous comparant aux autres, que nous nous trouvions dans une honnête moyenne. En 2000, lors de la première enquête PISA, axée sur la lecture, cela a représenté un choc pour certains. Mais lorsqu'on dit que le niveau a baissé depuis les années 20, il convient de se rappeler qu'à l'époque, on n'avait pas d'étude comparable et que le pourcentage de population scolarisée était plus faible, que l'accès aux études secondaires était également peu répandu.

Par ailleurs, on entend parfois que l'orthographe se perd et que PISA l'a démontré; or, PISA ne porte pas sur l'orthographe! Cela dit, le nombre d'heures de cours de français a effectivement diminué de façon significative ces trente ans, notamment devant l'augmentation du temps consacré aux autres enseignements.

En conclusion, je dirais que la régularité des enquêtes PISA – avec un accent tour à tour sur la lecture, les maths et les sciences, et la richesse des informations de contexte recueillies – permet de bien percevoir l'évolution des compétences des élèves et de surveiller que l'égalité des chances est bien une réalité. ■ ►►




Charles PERRIER & Cie

**Electromécanique immobilière
Ventilation**

6, chemin des Marais
1232 Confignon - Genève

Téléphone: 022 757 17 40
Fax: 022 757 17 55


Pose de carrelage & pierre naturelle

8, ch. du Pré du Camp
1228 Plan les Ouates
Genève Suisse

Tél.: 078 635 46 59
Fax: 022 743 04 39
luca@s-tileandstone.com



Jacques Follonier

Député radical au Grand Conseil genevois,
président de la Commission de l'enseignement

«Pas de retour à l'école-laboratoire»

1 Depuis de nombreuses années, les multiples réformes de l'école genevoise se sont faites dans un esprit de fuite en avant vers une école pédagogique, basée sur le nivellement par le bas. Il était grand temps de mettre bon ordre, c'est aujourd'hui chose faite pour le bien de l'école et de nos enfants.

2 Simplement parce que les salaires des enseignants sont plus élevés à Genève et que nous avons mis trop de moyens financiers pour le Cycle d'Orientation, au détriment de l'école primaire. C'est une erreur fondamentale, car une augmentation des moyens à disposition de l'école primaire amènerait plus de réussite, donc une école performante.

3 Non, la solution est d'améliorer rapidement et durablement l'école publique pour la rendre aussi efficace, ou plus efficace même, que l'école privée.

4 Sans réserve oui! Je suis un défenseur de l'harmonisation scolaire. Est-il encore pensable aujourd'hui qu'un élève du primaire ne puisse déménager de Thônex à Versoix en cours d'année parce que les programmes enseignés sont différents d'un lieu à l'autre?

5 Non, le risque d'un retour à une école-laboratoire est trop grand. J'ai largement contribué au retour des notes à Genève et la politique doit servir à mettre en place une ossature scolaire efficace. Grâce à l'action politique, nous avons remis de l'ordre au primaire, aujourd'hui nous consolidons le Cycle d'Orientation et demain ce sera le tour du Cycle gymnasial. Ainsi, la boucle sera terminée et l'école genevoise pourra prétendre à l'excellence. ■ ▶▶

Questions

1

Depuis des années, on réforme l'école genevoise. Elle serait pourtant, selon la Commission suisse de l'UNESCO, inégalitaire. Parallèlement, la votation sur les notes l'a montré, les choix «socio-constructivistes» ne font pas l'unanimité. Enfin, en France, l'Education nationale a remis en cause la «méthode globale», qu'un ministre a même qualifiée de «nuisible». Quelles conclusions en tirez-vous?

2

En comparaison intercantonale, Genève, qui a la réputation d'investir globalement le plus d'argent par élève, obtient aussi le moins bon résultat! Comment l'expliquez-vous?

3

Les écoles privées coûtent de l'argent aux parents, qui par ailleurs financent l'école publique par leurs impôts. Le «chèque scolaire» serait-il une solution?

4

L'harmonisation des programmes scolaires en Suisse (projet HarmoS) est-elle souhaitable?

5

Outre les conseillers et experts en pédagogie, le monde politique et l'opinion s'emparent de la question scolaire, ce qui aboutit à des votations sur des thèmes isolés (notes à l'école, Cycle d'Orientation, etc.). Ne pourrait-on imaginer une instance neutre et qualifiée qui établirait des lignes directrices durables, lisibles pour les élèves, les parents, les enseignants?

Acheter, vendre, louer...

Choisissez la rubrique "Immobilier"
du journal le plus lu à Genève!



Tél. 022 607 22 11
Fax 022 607 22 33
www.ghi.ch





1 La première conclusion que j'en tire est que l'école, comme toute institution, a le devoir de toujours se réformer. A défaut, son enseignement devient une scolastique éloignée des réalités du monde, donc abstraite, voire purement formelle. La deuxième est que les réformes sont un processus d'essais et d'erreurs. Certaines expriment des modes, des mathématiques dites modernes – mais si vite vieillies – à la lecture globale. D'autres correspondent à des coups de balancier. Certains tenants du socio-constru-ctivisme ont mis en danger cette approche par leurs excès monomaniaques, par oubli de la nécessité du pluralisme méthodologique. La troisième est que l'école ne peut à elle seule transformer le monde. Le doit-elle? Si certains entendent lutter contre les inéga-lités, c'est à la source qu'ils doivent les combattre. Les combats indirects n'apportent au mieux que des satisfactions indirectes, au pire que des déboires directs.

2 Les investissements en faveur de l'école à Genève – le terme est préférable à celui de dépenses, car il en va de notre avenir – sont effectivement élevés, sans se placer pour autant systématiquement sur les sommets helvétiques. Les résultats aux enquêtes PISA sont, à cette aune-là, clairement décevants. Diverses explications peuvent être avancées, dès lors que l'on analyse l'école comme un système. La diversité socio-cultu-relle des élèves en est une, objective, le brouillard des méthodes en est une autre, les «inputs» des enseignants une troisième, les options institutionnelles une quatrième, telles que le nombre d'heures d'enseignement, clairement inférieur à celui des autres cantons romands. Tout se paie, un jour. Y compris la paresse. J'aimerais encore y ajouter la perception de l'école et de son rôle par la société en général, par les parents en particulier. L'école doit revenir au centre de nos préoccupations. L'Eurofoot, c'est bien, mais ça n'a qu'un temps. Les diplômes, les qualifications, les connaissances, les compétences, c'est au contraire une richesse pour la vie.

3 Les écoles privées existent. C'est un fait qui reflète le besoin de pluralisme péda-gogi-que. Sans petite structure souple, la genèse des nouveautés prend des lustres. Où en serait l'enseignement bilingue à Genève sans l'Ecole Moser? Il faut donc des aiguillons. Je relève toutefois que ce pluralisme pourrait exister au sein de l'école publique. Les ré-formes récentes nous en éloignent, peut-être à cause d'expériences antérieures peu satisfaisantes. Tous ne peuvent malheureusement fréquenter les écoles privées. La liberté d'enseignement est donc plus formelle que réelle. En ce sens, l'idée d'un contrat passé entre l'Etat et les établissements d'enseignement pourrait trouver une raison de fond. Pour autant qu'il s'accompagne d'une certification quant à l'enseigne-ment dispensé. Il ne s'agit pas d'accorder une reconnaissance, voire un appui financier à n'importe quel type d'école, en particulier à celles qui ne défendraient pas nos valeurs, voire qui mépriseraient les droits de l'homme, pour promouvoir la lapidation, l'excision, et même la polygamie. Ou qui s'opposeraient à nos valeurs politiques, pour enseigner la primauté d'une doctrine religieuse sur celle de l'Etat.

4 L'harmonisation formelle des programmes pour l'école obligatoire (école enfan-tine et primaire plus Cycle d'Orientation) est non seulement souhaitable, elle est aussi bienvenue, car elle répond aux besoins de la population, toujours plus mobile au fil du temps. En créant un espace suisse de la formation, elle renforce aussi d'une part l'appartenance à un même espace culturel. Qui plus est, elle laisse une certaine lati-tude aux cantons pour y glisser leurs particularismes. Les petits Genevois pourront toujours apprendre le *Cé qu'è lainô!* Au surplus, elle ouvre la voie à une scolarisation harmonisée dès l'école infantine, un autre sujet de controverse pour certains, une réalité pour 98% des tout-petits de chez nous.

5 Postuler que l'école puisse évoluer grâce au savoir de technocrates, aussi savants qu'ob-jectifs, participe d'une illusion. Les «spécialistes» ne sont que trop souvent les mission-naires d'une idéologie qui avance masquée. Le peuple doit donc avoir le dernier mot sur l'école de ses enfants. Dans l'idéal, ses élus ne devraient pas légiférer sur les détails des pro-grammes. Lorsqu'ils sont tentés de le faire, c'est pour répondre à des bureaucrates qui ont outrepassé leurs pouvoirs, ou à des gouvernants qui se sont fait déposséder des leurs. ■



Pierre Weiss

Député libéral au Grand
Conseil genevois, éditorialiste

«L'école doit revenir
au centre de nos
préoccupations»



**Gérard Deshusses**

Conseiller municipal,
président du PS de la Ville,
enseignant au Cycle d'Orientation

«La réformite est un véritable fléau»

1 En matière d'éducation, je me méfie de tous les systèmes en «-isme». Ces modes qui se succèdent ne peuvent que confirmer ma conviction: nul besoin d'idéologie en ce qui concerne l'éducation. La réformite est un véritable fléau. Les enseignants ont besoin de stabilité pour pouvoir faire correctement leur travail. Il y a sûrement des éléments intéressants dans le socio-constructivisme, par exemple. Mais il faudrait de nombreuses années pour que cela constitue un progrès; or, les vagues de réformes se suivent à rythme régulier.

Lorsque j'ai commencé ma carrière, beaucoup de Genevois pestaient contre l'école gauchiste. En tant que socialiste, je n'ai rien remarqué de tel... Puis, dans les années 90, le débat sur l'école est devenu vraiment un enjeu politique, et c'est dommage. Pour moi, le schéma idéal est simple: le Grand Conseil ou le peuple se prononce, l'Etat fixe un programme avec des objectifs ambitieux et rigoureux, et ensuite on laisse travailler les enseignants. Imaginerait-on que les députés débattent de la manière d'opérer l'appendicite? Je ne suis cependant pas pessimiste: les méthodes passent, les profs restent.

2 Il me semble que dans les derniers résultats des études PISA, Genève est un peu mieux placée que par le passé. Mais rappelons-nous qu'avec un tiers d'élèves non francophones, avec l'obligation de fournir l'ensemble de ses résultats (certaines écoles privées évitent prudemment de présenter à la Matu ou au bac les candidats manifestement peu «sûrs», ce qui leur permet d'afficher de beaux taux de réussite), l'école publique ne s'en sort pas mal. En outre, il conviendrait de tenir compte du facteur d'intégration sociale.

Beaucoup de pays, voire de villes suisses voisines, connaissent un communautarisme exacerbé, des violences et des ghettos que Genève a évités grâce au ciment social que représentait et représente toujours l'école. Voyez aussi qui réussit à l'EPFL, par exemple: ceux qui ont fait l'école publique, et souvent les fils et filles d'immigrés. Pourquoi? Parce que les parents les poussent, parce que cette deuxième ou troisième génération a quelque chose à prouver. L'école n'est pas seule: les parents doivent assumer leur mission éducative.

3 Je ne suis pas favorable au chèque scolaire, pour les raisons républicaines que j'ai évoquées. Cela m'étonne tout autant, d'ailleurs, que des gens qui n'ont pas d'enfant se plaignent de payer des impôts finançant l'éducation des générations montantes!

En revanche, je serais d'accord que les familles puissent mieux déduire les frais de scolarité, quelle que soit l'école fréquentée par les enfants qu'elles ont le mérite de mettre au monde et d'élever.

4 C'est une bonne chose d'harmoniser les programmes sur le plan suisse. Il est un peu ridicule que je ne puisse pas enseigner à Coppet ou qu'en pleine mondialisation, nous présentions fièrement nos vingt-six petits clubs éducatifs! Cela n'empêche pas que le contenu des programmes soit adapté en fonction du type d'élèves. Une classe de 9^e où la moitié des élèves parlent albanais n'a pas obligatoirement la même priorité en allemand qu'une autre classe du même degré. Harmoniser ne signifie donc pas supprimer la marge de manœuvre des cantons, des écoles et des enseignants.

5 C'est une idée intéressante. Il faut dépolitiser la question scolaire. Nous, les enseignants, savons ce que nous devons faire, mais il faut que les exigences fixées par l'Etat soient élevées. Nos élèves savent de moins en moins lire: voilà une vraie priorité! L'école ne peut tout faire et le grand nombre d'heures consacrées à tel ou tel thème à la mode qu'on veut absolument placer dans le programme seraient plus utilement attribués à l'étude du français, par exemple. ■





Questions

1

Depuis des années, on réforme l'école genevoise. Elle serait pourtant, selon la Commission suisse de l'UNESCO, inégalitaire. Parallèlement, la notation sur les notes l'a montré, les choix «socio-constructivistes» ne font pas l'unanimité. Enfin, en France, l'Education nationale a remis en cause la «méthode globale», qu'un ministre a même qualifiée de «nuisible». Quelles conclusions en tirez-vous?

2

En comparaison intercantonale, Genève, qui a la réputation d'investir globalement le plus d'argent par élève, obtient aussi le moins bon résultat! Comment l'expliquez-vous?

3

Les écoles privées coûtent de l'argent aux parents, qui par ailleurs financent l'école publique par leurs impôts. Le «chèque scolaire» serait-il une solution?

4

L'harmonisation des programmes scolaires en Suisse (projet HarmoS) est-elle souhaitable?

5

Outre les conseillers et experts en pédagogie, le monde politique et l'opinion s'emparent de la question scolaire, ce qui aboutit à des votations sur des thèmes isolés (notes à l'école, Cycle d'Orientation, etc.). Ne pourrait-on imaginer une instance neutre et qualifiée qui établirait des lignes directrices durables, lisibles pour les élèves, les parents, les enseignants?

1 Le but de l'école n'est pas d'être égalitaire, mais de transmettre de manière explicite à chaque élève des connaissances. Si cela est fait correctement, c'est-à-dire en laissant aux professeurs le choix des méthodes, l'égalité augmente parce que l'égalité scolaire se trouve dans l'acquisition d'un savoir.

Lutter contre l'échec est diamétralement opposé à ce que Genève a choisi: il faut renforcer le savoir de chacun et cesser de promouvoir mécaniquement les élèves d'année en année, comme c'est le cas chez nous. Au lieu d'apprendre aux élèves la responsabilité, nous leur apprenons l'impunité: il n'y a guère de sanction au manque de travail.

2 Etre exigeant est tenu pour un défaut, chez nous. Genève a ainsi tenté de compenser son laxisme scolaire et sa méfiance du mérite par une augmentation de moyens.

Cela dit, on ne peut pas à l'infini faire mieux avec moins, parce que notre canton a une population moins homogène que d'autres.

3 Je suis opposé au chèque scolaire et suis un défenseur de l'école publique pour une raison d'équité régionale. Et puis, les contribuables qui n'ont pas d'enfants financent, eux aussi, l'école. Pourquoi ne demanderaient-ils pas un chèque pour leur propre formation continue?

4 Tout dépend de ce qu'on en fait, car derrière les conventions, il y a des volontés politiques. Si HarmoS a pour but d'harmoniser les exigences en termes de contenus annuels et non pas d'objectifs vaseux, Genève a tout à gagner. Si HarmoS a pour but d'imposer la méthode socio-constructiviste, la Suisse a tout à perdre.

5 Devant la sclérose d'un DIP tout acquis aux théories pédagogistes, il a fallu ôter le dossier scolaire des mains de prétendus experts (Fapse) qui ont conduit notre école dans le mur (Rénovation primaire,



Jean Romain

Philosophe, porte-parole de l'Association Refaire l'Ecole (ARLE)

«A Genève, être exigeant est tenu pour un défaut»

Cycle actuel) avec l'aval de la magistrature de l'époque.

La seule instance qui vaille, dans ces conditions, est le peuple. Nous voulons une école qui serve les intérêts de tous. Ce qui a été mis en place en dix ans dans les trois ordres scolaires par M^{me} Brunschwig Graf est en passe aujourd'hui de disparaître entièrement. Et cela est juste. ■




Suzanne Bergius
*Présidente vaudoise et co-présidente suisse
de lobbyparents.ch*

**«Il n'existe pas d'école
qui soit la meilleure
pour tous»**

Questions

1

Depuis des années, on réforme l'école genevoise. Elle serait pourtant, selon la Commission suisse de l'UNESCO, inégalitaire. Parallèlement, la votation sur les notes l'a montré, les choix «socio-constructivistes» ne font pas l'unanimité. Enfin, en France, l'Education nationale a remis en cause la «méthode globale», qu'un ministre a même qualifiée de «nuisible». Quelles conclusions en tirez-vous?

2

En comparaison intercantonale, Genève, qui a la réputation d'investir globalement le plus d'argent par élève, obtient aussi le moins bon résultat! Comment l'expliquez-vous?

3

Les écoles privées coûtent de l'argent aux parents, qui par ailleurs financent l'école publique par leurs impôts. Le «chèque scolaire» serait-il une solution?

4

L'harmonisation des programmes scolaires en Suisse (projet HarmoS) est-elle souhaitable?

5

Outre les conseillers et experts en pédagogie, le monde politique et l'opinion s'emparent de la question scolaire, ce qui aboutit à des votations sur des thèmes isolés (notes à l'école, Cycle d'Orientation, etc.). Ne pourrait-on imaginer une instance neutre et qualifiée qui établirait des lignes directrices durables, lisibles pour les élèves, les parents, les enseignants?

1 Les membres de lobbyparents.ch réclament le libre choix de l'école pour toutes les couches sociales: tous les enfants doivent pouvoir accéder à l'offre scolaire complète, y compris celle des écoles non étatiques ouvertes à tous sans restrictions ethniques, religieuses ou financières. L'exigence de justice sociale et d'égalité des chances implique que le choix de l'école ne soit pas octroyé aux seules familles aisées. Une distinction nette doit donc être faite entre le financement de l'éducation et la prestation éducative; cette distinction est largement réalisée dans d'autres domaines de la vie sociale, par exemple la santé. Il n'existe pas une «école meilleure pour tous». Seule une offre plurielle d'enseignement, de pédagogie et de formation offre à chaque enfant l'école dont il a besoin. Nous ne croyons plus qu'une école unique puisse répondre aux besoins différents des enfants, mais aussi des politiciens et des parents.

2 Si tout n'était qu'une question de moyens, la «Nati» serait championne d'Europe aujourd'hui! A cette image, la gestion de l'instruction vaudoise ou genevoise respecte peu le caractère pluriel de la population et se cantonne à uniformiser le savoir: les chemins de la connaissance doivent être empruntés ensemble, au même rythme, avec les mêmes moyens, ce qui provoque de grandes discriminations et produit l'exclusion. A quel pourcentage d'élèves peuvent bien correspondre ce chemin, ce rythme, ces moyens?

3 Lobbyparents.ch propose un forfait par élève qui correspond au coût moyen d'un élève et qui «suit» l'élève dans l'école de son choix. Seules entrent en ligne de compte les écoles qui sont ouvertes à tous, sans restrictions ethniques, religieuses ou – notamment – financières. Cela pour éviter que l'on reproduise l'éducation à deux vitesses, des inégalités dans l'accès aux écoles – contrairement aux systèmes avec chèque scolaire, où souvent les parents doivent payer la différence si l'école choisie coûte plus que le montant du chèque scolaire. Avec notre système, toutes les écoles concernées deviennent, de fait, publiques puisque ouvertes à tous et financées par l'Etat. Il s'opère donc un élargissement (et une diversification) de l'école «publique», pour que le plus grand nombre d'enfants puisse trouver l'éducation et la formation qui lui conviennent le mieux. L'Etat s'engage à offrir à tous les enfants un enseignement «suffisant et gratuit», mais aujourd'hui, il retient la part de financement des élèves qui choisissent (ou doivent choisir) une école non étatique. Ce qui est profondément injuste, surtout pour les enfants des milieux défavorisés.

4 Le peuple a voté pour le développement de la qualité de la formation au niveau national et pour la perméabilité du système scolaire. Lobbyparents.ch salue des efforts dans ces sens; par ailleurs, les initiatives de lobbyparents.ch et HarmoS ne s'entravent pas. Mais, de toute façon, HarmoS ne déploiera ses effets complets qu'en vingt ans.

5 Cette question rejoint la première. Pour la diversification du paysage scolaire, nous souhaitons la dépolitisation de l'école et qu'à chacun soit rendu son domaine et ses compétences de décision. A l'Etat de stipuler le cadre, les conditions pour ouvrir une école et les objectifs globaux à atteindre, d'autoriser, de contrôler l'atteinte des objectifs et de financer toutes les écoles – étatiques ou non – qui sont ouvertes à tous et qui ne demandent pas des écolages supplémentaires aux parents. Aux écoles (professionnels de l'enseignement et de l'éducation) de se donner des profils propres. Aux parents de choisir l'école dont le profil convient le mieux à leurs enfants.

Les parents et les enseignants sont les acteurs principaux de l'éducation. Ils ont des compétences qui doivent être considérées et valorisées. Or, ils se sentent aujourd'hui sous tutelle et muselés. Voilà pourquoi nous avons créé lobbyparents.ch ■





Hugues Hiltbold
Conseiller national, président du
Parti radical genevois

**«Le chèque scolaire
entraverait la liberté
pédagogique des
écoles privées»**

1 Les radicaux ont toujours combattu le socio-constructivisme et ont été les fers de lance du combat pour le retour des notes à l'école. D'une manière générale, l'école doit redevenir un lieu d'apprentissage, d'enseignement, de transmission de savoirs.

Concernant l'inégalité des chances, elle s'est probablement creusée au cours des dernières années en raison d'un système d'enseignement opaque, peu compréhensible pour les parents, en particulier pour les parents non francophones. L'école doit retrouver sa crédibilité et sa lisibilité. Simultanément, nous devons reconnaître que l'égalité des chances signifie aussi consacrer davantage de moyens aux élèves plus faibles ou issus de milieux moins favorisés. C'est pourquoi notre parti a déposé une initiative populaire pour l'accueil continu des élèves, qui doit permettre des cours d'appui, des devoirs surveillés, mais aussi des activités sportives et artistiques pour tous.

2 Deux constats: d'abord, la mixité sociale de Genève exige probablement des efforts plus importants. Cela explique en partie les coûts plus élevés. En revanche, les résultats moins bons s'expliquent à mon avis par les mauvaises pédagogies appliquées au cours des dernières décennies. Le sens de l'effort n'était pas valorisé, et l'on a laissé les élèves dans l'illusion que tout leur était dû. En outre, on n'osait plus leur enseigner des choses pourtant élémentaires (calcul mental, conjugaison, etc.), qui constituent la boîte à outils de chaque enfant. Sans boîte à outils, comment faire de bons artisans?

3 Non. Ce système amènerait l'Etat à supprimer la liberté pédagogique des écoles privées. L'Etat doit engager les moyens nécessaires pour que l'école publique soit efficace et équitable. Au Chili de Pinochet, par exemple, le chèque scolaire a entraîné 25% de hausse des coûts du système scolaire et diminué sa qualité. Enfin, ce système suppose une liberté de choix de l'école inaccessible en réalité, d'abord pour des raisons de transport, ensuite parce que tous les

parents n'ont pas forcément le niveau de formation leur permettant de choisir le meilleur système pédagogique pour leur enfant. Plus fondamentalement, ce système pourrait en outre conduire à subventionner les écoles confessionnelles.

4 Il faut harmoniser les standards d'exigences et les rythmes d'apprentissage. C'est impératif à la fois pour permettre la mobilité des enseignants, des parents et des enfants, mais aussi pour permettre de comparer l'efficacité des systèmes scolaires. Et pour pouvoir, au final, s'inspirer des meilleurs.

5 Non, il est important que la politique garde son mot à dire. C'est précisément lorsque l'on laisse l'école dans les seules mains des technocrates que l'on se retrouve avec des dérives comme celles qui ont conduit aux réformes «socio-constructivistes». Il est impératif que les élus, mais aussi le peuple, puissent régulièrement valider, ou refuser, les choix dans le domaine scolaire. ■

Questions

1

Depuis des années, on réforme l'école genevoise. Elle serait pourtant, selon la Commission suisse de l'UNESCO, inégalitaire.

Parallèlement, la votation sur les notes l'a montré, les choix «socio-constructivistes» ne font pas l'unanimité.

Enfin, en France, l'Education nationale a remis en cause la «méthode globale», qu'un ministre a même qualifiée de «nuisible». Quelles conclusions en tirez-vous?

2

En comparaison intercantonale, Genève, qui a la réputation d'investir globalement le plus d'argent par élève, obtient aussi le moins bon résultat! Comment l'expliquez-vous?

3

Les écoles privées coûtent de l'argent aux parents, qui par ailleurs financent l'école publique par leurs impôts. Le «chèque scolaire» serait-il une solution?

4

L'harmonisation des programmes scolaires en Suisse (projet HarmoS) est-elle souhaitable?

5

Outre les conseillers et experts en pédagogie, le monde politique et l'opinion s'emparent de la question scolaire, ce qui aboutit à des votations sur des thèmes isolés (notes à l'école, Cycle d'Orientatation, etc.). Ne pourrait-on imaginer une instance neutre et qualifiée qui établirait des lignes directrices durables, lisibles pour les élèves, les parents, les enseignants?





1 En fait, il n'y a pas que l'école genevoise qui présente des problèmes d'inégalité en fonction des classes sociales, des origines ou des caractéristiques environnementales (quartiers ou familles en difficulté, par exemple). C'est toute l'école suisse, voire européenne, qui se voit confrontée au défi de réduire les inégalités, d'intégrer chaque enfant dans le système scolaire, de lui donner ses chances de réussite. Tous les jeunes représentent notre avenir; il est clair que dans le Jura où je vis, le nombre d'allophones ou de migrants n'a rien à voir avec celui que doit absorber l'école genevoise. Quant aux réformes, elles sont souvent brisées par des interventions politiques (initiatives, projets de loi, etc.).

2 On peut toujours interpréter les chiffres, mais je constate qu'il y a surtout à Genève une perte de confiance en l'école publique, alors que celle-ci n'est pas du tout aussi médiocre que certains le prétendent.

3 Outre la perte de confiance en l'école publique, déjà évoquée, l'engouement genevois pour le privé peut s'expliquer aussi par certains éléments de confort (on dépose ses enfants le matin et on les récupère le soir, devoirs déjà faits: bien pratique lorsque les deux parents ont une activité professionnelle), par la présence de résidents internationaux attachés à la tradition de l'école privée, ou par l'illusion que les enseignants du privé seraient meilleurs.

Il est clair que la nomination d'enseignants, dans le public, pour des périodes allant de quatre à six ans, ne facilite pas leur remise en question. C'est aux parents d'élèves du public de réagir, de s'organiser, de demander des évaluations des profs, mais aussi des directions d'écoles.

La question du « libre choix » me semble un peu spéculative: l'aurait-on vraiment, par exemple, dans un canton comme le Jura où les écoles privées sont peu nombreuses, et toutes localisées à Porrentruy? Quoi qu'il en soit, même à Genève ou dans le canton de Vaud, le privé ne peut être qu'un complément. Je ne suis pas opposée à ce qu'une certaine ristourne fiscale soit accordée – c'est le cas dans certaines communes chez nous en matière d'écolage – aux parents qui placent leur enfant dans une école privée et diminuent ainsi les frais assumés par la municipalité ou le canton. Mais je pense que c'est bien l'école publique qui doit bénéficier des moyens disponibles; c'est elle qui intègre, qui forme, qui crée la meilleure égalité des chances possible!

4 Je suis totalement convaincue de la nécessité de cette harmonisation, qui respecte les spécificités cantonales, favorise la mobilité, permet les comparaisons et stimule la qualité de l'enseignement. Le concordat HarmoS prévoit également de privilégier les horaires blocs au degré primaire et d'étendre l'offre de prise en charge extrascolaire en fonction des besoins locaux. Cela devrait permettre aux parents de mieux concilier vie familiale et activités professionnelles.

5 Peut-on jamais être neutre en matière d'école? En fait, les conférences intercantionales romande et tessinoise d'une part, suisse de l'autre, jouent déjà ce rôle. Les chefs de département s'y réunissent, échangent des expériences, corrigent des défauts de coordination... Ce sont des élus, des connaisseurs du sujet. Ces magistrats cantonaux sont parvenus à se hisser au-dessus de la mêlée, à fixer des objectifs d'éducation et d'instruction, des missions à l'école. Ensuite, le message passe aux Parlements, aux administrations, aux responsables scolaires, dont les suggestions, les avis et les décisions nourrissent le débat. Au niveau local, notre Fédération réclame cependant toujours la création de vrais conseils d'établissement dans les écoles, gymnases et collèges.

Ces conseils, qui existent dans bien des pays, devraient avoir un vrai pouvoir d'orientation et de direction de l'évolution de l'école. On nous répond que les parents n'ont pas les compétences pédagogiques nécessaires: c'est évidemment faux! ■



Anne Seydoux

Présidente de la Fédération des associations de parents d'élèves de la Suisse romande et du Tessin (FAPERT)

« Dans le public, la nomination d'enseignants, pour des périodes allant de quatre à six ans, ne facilite pas leur remise en question »





Alfred Fernandez

Directeur général de l'Organisation internationale pour le droit à l'éducation et la liberté d'enseignement (OIDEI)

«Les cartes scolaires rigides mènent à des ghettos»

1 Ce qui me paraît «nuisible», c'est que l'Etat s'entête à imposer une méthode. Il est évident que c'est à lui de fixer des objectifs, mais pourquoi devrait-il se mêler de méthodologie? L'un des problèmes lancinants qui obèrent le système éducatif est la recherche acharnée de «la» bonne méthode. Or, en fonction de l'homogénéité ou non des classes, de la diversité des élèves, il paraît au contraire souhaitable que les méthodes soient diverses et que les établissements, c'est-à-dire les enseignants, disposent d'une certaine autonomie. L'enseignement de la langue principale, a priori la langue maternelle, est essentiel: une méthode véhicule une vision du monde, voire instille une idéologie.

2 Les faits sont là! On voit que l'argent n'est pas la seule chose qui importe. L'UNESCO l'a souligné: le savoir n'est pas une question financière. Les Etats n'ont pas assez de ressources pour tout financer; dans divers pays d'Europe, l'on a constaté que l'investissement massif ne donnait pas les résultats escomptés, et l'on revoit les budgets à la baisse. Les changements successifs de système, préconisés par les experts, aboutissent de fait à... une absence de changement. Les autorités doivent donc prendre des décisions, afin que l'on cesse de lancer des réformes coûteuses pour un résultat toujours plus faible.

3 L'éducation est un bien public, une priorité pour la collectivité. Cela ne doit pas changer. En revanche, il importe de trouver des solutions permettant de mieux gérer ce domaine. Le chèque scolaire est une possibilité intéressante, parce que l'argent suit l'élève au lieu de financer l'école. Je rappelle que la Suisse a signé le Pacte européen des droits économiques, sociaux et culturels, qui prévoit le droit de ne pas suivre une école publique. Dès lors, chèque scolaire ou subvention personnalisée, c'est une question technique. Ce qui compte, c'est qu'il n'y ait pas, sous une forme ou une autre, de monopole étatique, ni de discrimination.

4 Une harmonisation, dans le sens d'une coordination des systèmes cantonaux, est en principe une bonne idée. Mais ne faisons pas l'inverse de ce qu'ont entrepris nos voisins européens, qui tiennent dorénavant compte des diversités régionales. Genève et Schwyz sont tout de même assez différents. Je prône le libre choix et la diversité

dans le canton et en dehors. En revanche, il est bon qu'un lieu d'enseignement «brasse» une population variée. Les cartes scolaires rigides mènent à des ghettos. On doit choisir son école pour des raisons d'enseignement et non de classe sociale.

5 On a vu dans plusieurs pays que lorsque les lois scolaires ne rencontraient pas de consensus, elles étaient mort-nées. Une solution de type «Constituante» est séduisante. Il faut avoir le temps de s'approprier le sujet, de débattre non seulement sur un plan politique, mais moral, comme le souligne par exemple le chercheur en sociologie américain Amitai Etzioni. Toute réforme éducative devrait aboutir à laisser de la créativité aux établissements d'enseignement et à respecter les droits fondamentaux de la personne. Cela dépasse largement l'échelon politique. Le but à atteindre n'est pas simplement un bon classement dans les études comparatives: nos enfants ne doivent pas devenir de petits soldats broyés par un système à la coréenne, mais des citoyens épanouis et responsables. ■

Questions

1

Depuis des années, on réforme l'école genevoise. Elle serait pourtant, selon la Commission suisse de l'UNESCO, inégalitaire.

Parallèlement, la votation sur les notes l'a montré, les choix «socio-constructivistes» ne font pas l'unanimité.

Enfin, en France, l'Education nationale a remis en cause la «méthode globale», qu'un ministre a même qualifiée de «nuisible». Quelles conclusions en tirez-vous?

2

En comparaison intercantonale, Genève, qui a la réputation d'investir globalement le plus d'argent par élève, obtient aussi le moins bon résultat! Comment l'expliquez-vous?

3

Les écoles privées coûtent de l'argent aux parents, qui par ailleurs financent l'école publique par leurs impôts. Le «chèque scolaire» serait-il une solution?

4

L'harmonisation des programmes scolaires en Suisse (projet HarmoS) est-elle souhaitable?

5

Outre les conseillers et experts en pédagogie, le monde politique et l'opinion s'emparent de la question scolaire, ce qui aboutit à des votations sur des thèmes isolés (notes à l'école, Cycle d'Orientat[i]on, etc.). Ne pourrait-on imaginer une instance neutre et qualifiée qui établirait des lignes directrices durables, lisibles pour les élèves, les parents, les enseignants?





Les écoles du monde

Les résultats de l'étude PISA avaient fait trembler la Suisse en 2002. Il en fut de même en 2006, après la parution de l'enquête suivante. Quand elle ne fait pas bondir, l'école fait débat. Tâchons d'être constructifs. Déroulons notre carte du monde et voyageons. L'idée est, comme nous en avons pris l'habitude dans nos précédentes éditions, d'aller voir par-delà les frontières nationales si des pays ont trouvé des solutions là où nous en sommes encore au stade des tergiversations!

Piocher dans la liste des participants à l'étude PISA n'a pas été chose facile. D'aucuns y trouveront sans doute à redire. Nous nous sommes d'abord intéressés aux deux pays qui caracolent en tête de l'enquête: la Finlande et la Suède. Le Royaume-Uni, grâce à une large décentralisation, a aussi retenu toute notre attention, car cet Etat a réussi à se hisser au palmarès des écoles les plus compétitives d'Europe. Des exemples à suivre, assurément. Quant aux Etats-Unis, ils misent sur les analyses de performances pour améliorer la qualité et le niveau de l'enseignement. Mais c'est sans compter avec l'un des problèmes qui minent la société américaine depuis de si longues années: les disparités ethniques. Retenons la leçon: en matière d'éducation, il ne peut y avoir de laissés-pour-compte.

Et qu'avons-nous appris des pays hors PISA? Qu'en Inde, par exemple, il faut nourrir et payer les enfants – les filles surtout – pour qu'ils se rendent à l'école: faute à la pauvreté. L'UNESCO tente bien au travers d'un programme ambitieux, l'Education pour tous (EPT), d'universaliser l'enseignement primaire. Mais les difficultés semblent insurmontables tant la tâche est immense. Alors, réaliste ou utopique? Rendez-vous en 2015, date de la fin du programme. D'ici là, croisons les doigts.

Reste encore deux Etats dont il serait judicieux de s'inspirer: Singapour et l'Australie, qui font preuve d'une formidable énergie et d'une flexibilité remarquable. Consultez aussi notre site Internet pour des exemples d'autres pays (www.immorama.ch).

Enfin, si l'on ne devait retenir qu'une seule chose de ce vaste dossier, disons que nous avons toujours beaucoup à apprendre des autres. Faisons donc une fois encore ici l'éloge de la différence! Tour du monde.

**Réagissez.
Ecrivez-nous!**

redaction@immorama.ch

immdossier

Dossier réalisé par Christine Esseiva-Sarosi

imm

tour du monde
Sommaire

- p. 31 Finlande
- p. 33 Suède
- p. 36 Etats-Unis
- p. 37 Royaume-Uni
- p. 38 Amérique latine
- p. 41 Singapour
- p. 42 Chine
- p. 43 Inde
- p. 44 Australie

imm

web+

Voir aussi les systèmes éducatifs de Cuba, d'Afrique du Sud et de Russie sur notre site Internet, www.immorama.ch, rubrique Bibliothèque, ImmoDossier.





Finlande: L'école rime avec égalité

Depuis que l'école finlandaise est classée la meilleure du monde dans les comparaisons internationales, son système éducatif est l'objet de toutes les attentions. Ses excellents résultats ont même contribué à faire émerger un « tourisme pédagogique ».

Par Anuliina Savolainen, Helsinki

Le monde se tourne vers la Finlande avec PISA. Depuis le premier rapport établi en 2000, les Finlandais sont en tête dans tous les domaines. Les études s'interrogeant sur ces motifs mettent en avant trois aspects: la responsabilisation précoce des élèves, l'absence de stress dans un système qui ne connaît pas le redoublement, et la qualité de formation des enseignants. Outre ses excellents résultats scolaires, le pays nordique se distingue par son équité. Peu de différences de connaissances sont à noter entre les bons et les mauvais élèves; même constat dans les différences de résultats entre les deux sexes. Les écarts entre établissements sont eux-mêmes minimes.

Même école pour tous

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, au pays de l'éducation, on commence l'école tard. On considère que l'enfant doit faire preuve d'une certaine maturité avant de pouvoir débiter son apprentissage scolaire. L'éducation préscolaire est facultative, et les enfants n'y entrent, en général, pas avant l'âge de 6 ans. L'école devient obligatoire à 7 ans pour une durée de neuf ans. Lorsque les élèves passent les épreuves internationales à 15 ans, ils ont donc une année de scolarité de moins que la majorité des élèves des autres pays.

Le but de l'éducation finlandaise est de donner une opportunité de savoir égale à chacun, quels que soient l'âge, le sexe, la situation économique ou la langue maternelle. Pendant ces neuf années obligatoires, l'école est complètement gratuite. Jusqu'à l'âge de 15 ans, l'élève finlandais ne subit aucune sélection. S'il a des difficultés, on cherche avant tout à l'« inclure » plutôt qu'à le stigmatiser, et un professeur particulier peut même être détaché pour l'aider.

Enseignants rigoureusement sélectionnés

Selon l'OCDE, qui a réalisé les études PISA, la réussite finlandaise est fortement liée à l'action de ses enseignants. La profession est largement reconnue, valorisée et la formation de l'enseignant très sélective. Tous les enseignants doivent, en effet, être titulaires d'une maîtrise.

En général, un instituteur principal enseigne la quasi-totalité des matières de l'école fondamentale. Durant les trois dernières années, ce sont des professeurs spécialisés qui enseignent chacun une discipline. Toute l'attention n'est pas portée sur les connaissances; l'accent est mis sur la compréhension. Selon ce principe, l'enfant est placé au cœur de l'action, responsabilisé et respecté.

Egalité dans la décentralisation

Le budget « éducation » finlandais, lui, est totalement financé par le secteur public et seuls 3% des élèves de 15 ans sont scolarisés dans un établissement géré par le secteur privé. C'est la Direction nationale de l'enseignement qui définit les objectifs et les principaux contenus de l'enseignement. Sur ces bases, chaque établissement détermine son programme. Les enseignants bénéficient donc d'une liberté considérable dans leurs choix pédagogiques.

Même si le système éducatif, dans sa gestion, est décentralisé, les différences entre les territoires et les écoles sont peu importantes. La question du choix de l'établissement perd de son importance dès lors que l'on peut garantir aux parents un niveau élevé et uniforme pour leurs enfants, quelle que soit l'école. La très grande autonomie accordée aux municipalités et aux établissements semble donc pleinement profiter à la qualité de l'enseignement.

Des principes à importer?

Mais comment pourrait-on calquer la « recette » de l'éducation finlandaise sur d'autres pays? Car importer le système tel quel en faisant abstraction du contexte plus général qui fait que la Finlande brille dans ce secteur serait une erreur. Il ne faut pas oublier notamment qu'avec sa population de 5,3 millions d'habitants, c'est l'un des pays européens les moins peuplés. C'est aussi un pays d'une grande homogénéité, où la proportion d'étrangers n'est que de 2,1% contre 20,2% en Suisse, par exemple. ■

Qu'est-ce que PISA?

Le Programme international pour le suivi des acquis des élèves est réalisé tous les trois ans par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour mesurer les acquis des élèves de 15 ans dans 57 pays.

www.pisa.oecd.org





Héros de la nouvelle Suède: Stavros Louca, 54 ans, est professeur de mathématiques dans un collège de la banlieue de Stockholm. Il a démarré sa carrière en Suède en faisant le ménage dans une crèche communale. Un début de carrière assez classique pour un immigré grec chypriote, arrivé en Suède il y a une trentaine d'années.

Plus tard, ce bosseur depuis toujours est devenu professeur à l'école de Rinkeby, longtemps considérée comme une banlieue à problèmes avec son fort taux d'immigration. C'est toujours le cas, tant pour son taux d'immigrés que pour les problèmes rencontrés. Mais Stavros Louca fait partie de ceux qui ont néanmoins su rendre une certaine fierté à cette banlieue.

Lorsque, en 2005, un concours de mathématiques pour collégiens fut lancé dans tout le royaume, seulement sept élèves pouvaient se targuer d'un zéro faute. Six d'entre eux étaient les élèves de ce professeur de cette banlieue dite difficile.

Entre-temps, il est devenu une vedette du petit écran dans la série *La Classe 9A*. Ce reality show a montré, cette année, comment une classe du sud de la Suède, au fort taux d'immigration, améliore progressivement son niveau scolaire, et cela de façon spectaculaire. Le temps d'un semestre, la maison de production met ainsi à la disposition de l'école les meilleurs professeurs du royaume.

Anecdotique et futile? Plutôt symptomatique d'une Suède qui réalise que son avenir, ses retraites et sa cohésion nationale dépendent de la façon dont elle enseigne à ses élèves, de plus en plus souvent immigrés ou enfants d'immigrés. A Stockholm, environ un tiers de la population est né à l'étranger et 12% dans le pays.

Un vaste laboratoire pédagogique et administratif

Cette série télé, *La Classe 9A*, qui a tenu la Suède en haleine durant de longs mois, révèle aussi un autre aspect de la Suède moderne. Jamais une équipe de télé n'aurait pu ainsi jouer et jongler avec la pédagogie dans une école publique il y a seulement quelques années. Mais, depuis les années 90, le système éducatif suédois est devenu un vaste laboratoire pédagogique et administratif. Les directives détaillées ont disparu, les carrières ne sont plus basées sur l'ancienneté.

Ou, comme nous l'a exprimé Pär Stårsta, ce directeur d'une autre école de banlieue modeste et à fort taux d'immigration de Stockholm: «Notre travail consiste à faire en sorte que nous devenions la meilleure des écoles pour ces enfants-là.» L'expression dans la bouche de Pär Stårsta a un sens très précis. Car, bien que *Bredängskolan* soit une école publique au sein de l'éducation nationale, donc chapeauté par un ministère, c'est bien à Pär Stårsta et à l'équipe dont il s'est entouré qu'il revient de définir comment cet établissement public peut devenir la meilleure des écoles pour ses élèves.

Cette liberté d'action pourrait être mesurée en mètres et en centimètres. Lorsque Pär Stårsta a démarré sa carrière de professeur de mathématiques, le programme scolaire définissant ce que chaque élève devait apprendre et la manière dont il devait l'apprendre remplissait quelques rayons de bibliothèque. «Voici les directives du Ministère de l'éducation qui encadrent notre travail aujourd'hui.» Sur la table, il pose un petit fascicule bleu. En lettres blanches, on peut lire: *Pédagogie pour l'éducation nationale obligatoire, pour l'école maternelle et pour les activités périscolaires*. En dix-neuf petites pages, et pas une de plus, les auteurs ont balayé le programme pour tout le système scolaire obligatoire en Suède.

Une vaste réforme de décentralisation, dite de communalisation des écoles, est passée par là au début des années 90. Ainsi, les professeurs d'anglais ont aujourd'hui pour seule consigne d'apprendre aux élèves à communiquer en anglais. *That's all!*

C'est tout, mais c'est largement suffisant pour établir les objectifs à atteindre. Quant aux moyens d'y arriver, c'est à chaque établissement de les élaborer en fonction de ce qu'il estime être le mieux pour ses élèves. Difficile de pousser la déconcentration plus loin. Un élève doit bénéficier d'environ 6 665 heures de scolarité obligatoire. A chaque établissement de définir comment les dispenser.

Suède: Un modèle multiculturel en vedette

En matière d'éducation, la Suède se targue d'être un modèle pour un nouveau monde multiculturel. Quitte à transformer ses professeurs en stars de la télé.

Par Magnus Falkehed, Stockholm

Système éducatif suédois: les dates clés

1842: L'école primaire obligatoire est instaurée en Suède.

1950: Une école primaire unique, avec une scolarité obligatoire de neuf ans, est mise en place à titre expérimental.

1962: Le système scolaire prend son nom actuel, *grundskola*, l'école primaire obligatoire de neuf ans.

1962: Le premier programme d'enseignement national est mis en place.

1968: Entrée en vigueur de la Loi sur le soutien et les services spécialisés, qui garantit le droit à l'éducation pour tous les enfants, y compris les handicapés mentaux.

1991: Le Gouvernement transfère aux communes une grande partie de la responsabilité des écoles. Une longue tradition de réglementation scolaire a fait place à des méthodes plus axées sur les objectifs et les résultats.

1994: De nouveaux programmes d'enseignement ont été adoptés, modifiant radicalement les missions assignées à l'école suédoise.

Source: Svenska Institutet/Institut suédois
www.si.se





L'école en Suède

Tous les enfants de 7 à 16 ans sont soumis à la scolarité obligatoire.

235 000 employés.
1,4 million d'élèves.

Elle est administrée par les communes. Chaque école peut, dans des limites déterminées, se constituer un profil spécifique en allouant plus de temps à certaines matières.

A l'automne 2005, 7,4% des élèves de l'école primaire et 13,1% des lycéens fréquentaient des établissements privés.

Une agence nationale, La Skolverket, effectue des contrôles de qualité.

Une autre, la Myndigheten för skolutveckling, propose d'aider des écoles défaillantes.

L'école est gratuite, qu'elle soit privée ou publique. Les fournitures et le déjeuner sont également gratuits.

Si un enfant est maltraité (mobbing) par les autres élèves et si l'encadrement reste passif, ce dernier est pénalement responsable.

En savoir plus

Ministère de l'éducation et de la recherche, **Utbildningsdepartementet**,
www.sweden.gov.se (en anglais seulement)
Le Modèle suédois, Magnus Falkehed,
Editions Payot, 2005

Un « bon » pour des élèves modèles

L'idée sous-jacente est de créer une émulation de pédagogies différentes et concurrentes. Au berceau de la sociale démocratie nordique, l'école, même celles qui sont privées, reste gratuite. Par contre, chaque élève est doté d'un « bon », ou part du budget, prédéfini par sa commune. La valeur de ce « bon » augmente d'ailleurs si l'enfant est, par exemple, handicapé moteur.

Ainsi, un budget est alloué en fonction du nombre d'élèves par classe. Ce budget peut ensuite être modulé selon l'origine socioculturelle des élèves par exemple. En effet, les Suédois partent du principe qu'il est moins cher de bien enseigner à des enfants de cadres nés en Suède qu'à des enfants d'immigrés illettrés. Les Suédois appellent cela une « école compensatoire ».

Intégrer et éduquer toutes les générations

Depuis cet été, il y a également un débat sur l'extension du système de « bons » à l'enseignement du suédois dispensé aux immigrés adultes. L'objectif serait ainsi de pousser les communes à mieux collaborer entre elles : chacune pourrait se spécialiser sur ces points forts, ou bien se regrouper avec la commune voisine pour gérer l'enseignement de manière plus efficace.

Mais l'émulation pédagogique commence déjà à donner des résultats dans le domaine de l'enseignement du suédois aux immigrés adultes. Ainsi, certains établissements se sont spécialisés en fonction des attentes de chacun : ici le suédois pour des immigrés universitaires, là des cours de suédois pour des coiffeurs, des maçons, etc. Ce sont justement cette concurrence et cette diversification qui ont rendu possible la renaissance d'une école comme celle de Rinkeby, là où travaille Stavros Louca, le professeur-vedette. Après avoir été une école symbole des ghettos et de la criminalité, elle est devenue une école modèle. Tout en ayant toujours un taux d'échec largement supérieur à la moyenne nationale, l'école de Rinkeby est aujourd'hui une des écoles de Stockholm où les élèves se sentent le mieux. Et peut-être les plus fiers... ■



www.imprimerieites.ch
6, rue de la Mairie
1207 Genève
Tél. 022 736 52 21
Fax 022 735 52 01

IMPRESSION TRADITIONNELLE
ET
NUMÉRIQUE

S.à.r.l.





Etats-Unis: Un grand pays aux grandes difficultés

En Amérique, des analyses de performances sont mises en place pour améliorer la qualité de l'enseignement.

Par **Thérèse Balduzzi, New York**

L'enquête PISA 2006 réalisée aux Etats-Unis révèle que l'école est dans un piètre état. En moyenne, les résultats sont moins bons que ceux obtenus par certains pays non-membres de l'OCDE, tels que la Russie, l'Azerbaïdjan, la Slovénie ou l'Estonie. Cette étude fait également apparaître de grandes disparités entre les écoliers américains selon leur appartenance ethnique et sociale: en moyenne, les Blancs s'en sortent le mieux, les Afro-Américains et les Hispaniques, le moins bien, tandis que les écoliers d'origine asiatique se situent entre les deux. Une étude d'accompagnement établit en outre une corrélation directe entre l'échec scolaire et la pauvreté.

Les remèdes

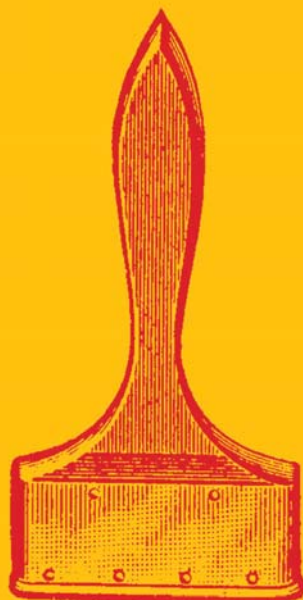
Pourtant, depuis 2002, une loi, «No Child Left Behind (NCLB)», visant à améliorer le système des écoles publiques, fixe de nouvelles règles. L'idée est d'inciter les écoles à assumer leurs responsabilités par le biais d'analyses de performances. Dans le même temps, les parents doivent pouvoir décider de l'école que fréquenteront leurs enfants: si l'école publique de leur quartier est insatisfaisante, l'enfant peut être envoyé dans une autre école publique grâce à des bons de formation appelés *school vouchers*, obtenir des heures de cours privés ou fréquenter une *charter school*, sorte d'école publique financée par l'Etat mais libérée de sa tutelle, et qui peut développer sa propre pédagogie.

Les travers du système

En Amérique, le système scolaire est régi de manière fédéraliste tandis que les redevances scolaires sont fixées localement, ce qui permet aux circonscriptions scolaires de s'adapter aux circonstances locales, compte tenu de la taille du pays. Or, ce système a également ses travers car les redevances sont calculées sur la base des taxes foncières. De grandes disparités existent dès lors entre les écoles des banlieues riches et les circonscriptions pauvres. En 2006, dans les zones scolaires les plus riches, 91 % des écoliers ont terminé leurs études dans les délais, alors qu'ils n'étaient que 45 % dans les circonscriptions les plus pauvres. ■

Disparités ethniques

Aux Etats-Unis, en 2006, selon une ventilation en fonction de l'appartenance ethnique, les écoliers blancs ont été 79 % à terminer leurs études dans les délais, contre 47 % seulement pour les Afro-Américains et 45 % pour les écoliers hispaniques.



PEINTURE
DECORATION
PAPIERS PEINTS
BUTIKOFER & FILS

BUTIKOFER & FILS
PEINTURE, DÉCORATION
ET PAPIER PEINTS
TRAVAIL SOIGNÉ
DEVIS GRATUIT

AVENUE DES CAVALIERS 23
CH-1224 CHÊNE-BOUGERIES
NAT 079 639 03 35
TÉL 022 340 19 00
FAX 022 340 19 11
Y.BUTIKOFER@BLUEWIN.CH



Royaume-Uni : L'école anglaise : un système largement décentralisé

Le classement PISA pour 2006 montre que le système éducatif britannique est un des plus performants, avec des résultats au-dessus de la moyenne de l'OCDE en sciences, légèrement supérieurs en lecture et dans la moyenne en maths. Les raisons de la qualité de cet enseignement ? La décentralisation.

Par Georges Buchet, Londres

Le système éducatif britannique est extrêmement complexe, non seulement parce qu'il varie (légèrement) selon que l'on se trouve en Angleterre, en Ecosse, au pays de Galles ou en Irlande du Nord, mais également parce qu'il accorde une très grande autonomie aux établissements et aux autorités locales.

Les programmes et les financements sont décidés au niveau du Gouvernement national, mais la gestion, les éventuels frais d'inscription, la sélection des élèves, etc., sont décentralisés au niveau de l'administration locale ou des écoles elles-mêmes.

Les parents peuvent inscrire leurs enfants où bon leur semble. Chaque année, c'est la course effrénée aux places dans les meilleurs établissements : privés si les revenus le permettent (jusqu'à plusieurs dizaines de milliers de livres par an), publics si ce n'est pas le cas.

Le public largement plébiscité

Plus de 90% des élèves britanniques sont éduqués dans les écoles publiques («Maintained Schools»), financées par l'Etat. Les dépenses pour l'éducation ont atteint 71,5 milliards de livres sur l'exercice budgétaire 2006-2007 (clos fin mars 2007), soit 5,5% du produit intérieur brut.

Parmi les écoles publiques, on trouve les «State Schools», gérées par les autorités locales (Local Authority); les «Voluntary-controlled Schools», également gérées par les LA, mais détenues par une organisation, souvent une fondation religieuse; puis les «Voluntary-aided Schools» ou «Foundation Schools», entièrement gérées par une fondation qui possède également les locaux.

Ces écoles peuvent être soit confessionnelles, soit laïques. Le Gouvernement peut ainsi se trouver à financer une école catholique ou anglicane, ce qui s'explique par le fait qu'il n'y a pas de séparation entre l'Eglise et l'Etat au Royaume-Uni.

L'école primaire («Primary School») est ouverte à partir de l'âge de 5 ans (Year 1). L'enfant aura déjà appris à lire un an auparavant dans la «Reception Class». Cette dernière admet les enfants dès 4 ans dans les écoles primaires, mais elle est facultative, l'enseignement n'étant obligatoire que de 5 à 16 ans.

Un enseignement de qualité, tel un leitmotiv

Il est à noter que c'est l'enseignement qui est obligatoire et non pas l'école : les parents ont le droit d'instruire eux-mêmes leurs enfants à la maison, d'où l'intérêt pour les cours à distance.

La «Primary School» est répartie en deux cycles : le Key Stage 1 regroupe les 5 à 7 ans (Year 1 et Year 2); le Key Stage 2, les 7 à 11 ans (Year 3 à Year 6). Chaque fin de cycle est sanctionné par un examen national (Standard Attainment Tests, SAT) qui ne conditionne pas le passage de l'élève à la classe suivante (ce qui est automatique), mais sert avant tout à établir le niveau de l'école et, en partie, le financement qu'elle recevra.

Face à ces écoles publiques, on retrouve leur pendant privé. Les «Independent Schools», également appelées «Public Schools» ou «Private Schools», forment l'élite britannique, celle qui ira user les bancs des prestigieuses universités d'Oxford et de Cambridge. Certaines ont des listes d'attente tellement longues qu'il est conseillé d'y inscrire l'enfant dès sa naissance. Les frais de scolarité peuvent y atteindre plusieurs dizaines de milliers de livres par an.

Les manuels scolaires et les textes à étudier sont déterminés au niveau de chaque école, dans les limites du programme national.

En décembre 2007, le Gouvernement a lancé son «Children's Plan», qui établit sa vision à l'horizon 2020. L'accent est mis sur l'acquis de l'anglais et des mathématiques en primaire (en plus des sciences en général) et sur l'éducation personnelle, sociale et sanitaire (EPSS). Le primaire est également le moment où commence l'éducation sexuelle et religieuse. Les parents peuvent cependant demander une exemption pour cette dernière. ■

immweb+

Voir aussi les systèmes éducatifs de Cuba, d'Afrique du Sud et de Russie sur notre site Internet, www.immorama.ch, rubrique Bibliothèque, ImmoDossier.





Amérique latine : Entre inégalités primaires et déficiences scolaires

L'Amérique latine, dont le niveau d'instruction a toutefois progressé ces dernières décennies, n'a toujours pas réussi à réduire les inégalités sociales qui se répercutent inexorablement au cœur de l'enseignement primaire. Le Mexique n'échappe pas à cette plaie, mais cherche à améliorer la qualité d'un enseignement aux rendements insuffisants.

Par Patrick John Buffe, Mexico

En Amérique latine, où l'on recense plus de 200 millions de pauvres, la plupart des Etats du continent font face à un défi majeur : celui d'implanter des politiques qui permettent d'améliorer la qualité éducative et de réduire les graves inégalités qui persistent dans l'enseignement primaire.

Le Mexique à la traîne

Dans le contexte latino-américain, l'exemple du Mexique est intéressant, d'autant plus que ce pays est membre de l'OCDE et qu'il a donc été évalué par les successives études PISA. (Pays émergent, le Mexique représente la quinzième économie mondiale.) La dernière en date, celle de 2006, est accablante puisqu'elle démontre que parmi les 30 Etats membres de cette organisation, le Mexique se situe en queue de peloton et qu'il n'a pas réellement progressé durant ces dernières années.

Disparités et déficiences

Les résultats de cette étude mettent également en évidence les fortes disparités entre un nord riche et un sud pauvre et indigène, ainsi qu'entre les écoles urbaines et rurales. Quant à l'infrastructure scolaire, ses déficiences n'aident pas à améliorer les conditions d'enseignement. Au dire même de l'actuelle ministre de l'Education, 27 000 écoles primaires se trouvent dans des conditions déplorables.

Par ailleurs, l'école ne dispense aux élèves que quatre heures de cours par jour, soit 800 heures par an. En plus, la méthodologie éducative se fonde avant tout sur la mémorisation plutôt que sur un raisonnement analytique. Enfin, la toute-puissance du Syndicat des enseignants permet des pratiques corruptives, parmi lesquelles l'achat des postes d'enseignant.

Si le Mexique a réussi à imposer l'enseignement primaire universel – 90% des enfants entre 6 et 14 ans sont inscrits à l'école –, il n'en reste pas moins qu'un sur dix ne pas va au bout de la primaire. Les raisons de l'absentéisme et de la désertion sont à chercher dans la pauvreté et le travail infantile. ■



Simplifiez-vous le numérique...

Vous habitez le canton de Genève et êtes raccordé au télé-réseau?

Accédez à la télévision numérique sur le câble avec naxoo!

Pourquoi passer au numérique?

D'ici 2010-2012, la télévision sera numérique dans l'ensemble de l'espace européen. Avec la télévision numérique, vous bénéficiez d'une image et d'un son en qualité DVD. Dans le canton de Genève, déjà 1 habitant sur 4 a choisi le numérique grâce au câble: plus de 34'000 abonnés nous font déjà confiance.

Le câble: quels avantages?

Si le câble est en Suisse le premier « mode de réception » de la télévision, ce n'est pas un hasard. Choisie et préférée par la majorité d'entre nous, cette technologie cumule les avantages pour la réception

de la télévision numérique. Contrairement à la technologie ADSL, le câble vous garantit une simplicité d'installation et une qualité de réception constante.

Le plaisir du numérique à un prix fantastique!

Accédez au numérique avec le forfait Basic de naxoo: pour seulement CHF 8.-/mois, recevez 65 chaînes TV en qualité DVD.

Et si vous en voulez encore plus, optez pour le forfait Premium: pour CHF 28.-/mois, profitez de 123 chaînes avec un choix incroyable dans toutes les thématiques, plus de 90 chaînes francophones et l'accès aux programmes les plus innovants. En plus, tous les forfaits naxoo incluent le décodeur numérique ACCESSBOX.

Faites votre propre programme!

Finie la dictature de la télé! naxoo propose plus de 200 chaînes TV en qualité numérique. Vous pouvez enfin choisir les programmes

que vous aimez, en complétant votre forfait par des options thématiques (cinéma, découverte, jeunesse, chaînes internationales...).

Renseignements et abonnements:
0844 822 123 - www.naxoo.ch



Offre soumise à conditions



Singapour : L'école de la performance

Si Singapour n'a pas participé à la dernière enquête PISA menée en 2006, les étudiants du pays se trouvent néanmoins régulièrement en haut du classement des autres catégories de tests nationaux. Et le taux d'abandon scolaire a été divisé par trois en dix ans.

Par Sonia Kolesnikov-Jessop, Singapour

Lors de la dernière étude TIMSS¹ de 2002-2003 menée par l'International Association for the Evaluation of Educational Achievement (IEA) établie à Boston, les étudiants de Singapour de Niveau 4 (généralement âgés de 10 ans) et de Niveau 8 (âgés de 14 ans) sont arrivés en tête du classement à la fois en mathématiques et en sciences. D'après cette même étude, différents facteurs clés contribuent aux bons résultats des élèves de Singapour, notamment leur désir d'apprendre et une bonne disposition envers les Mathématiques et les Sciences, les supports d'enseignement disponibles à l'école et dans leurs foyers (89% des élèves de Niveau 4 et 94% des élèves de Niveau 8 ayant participé à l'étude disposent d'un ordinateur à la maison, alors que les moyennes internationales sont respectivement de 65 et de 60%), ainsi que l'environnement scolaire dans son ensemble.

Singapour se place également à la quatrième position parmi les 45 systèmes éducatifs qui ont participé à l'étude PIRLS² de 2006, en dépit du fait que bon nombre des élèves viennent d'un milieu non anglophone. Si l'on en croit l'étude, les facteurs clés qui contribuent aux bons résultats scolaires de Singapour incluent la possibilité offerte aux élèves de se familiariser avec la langue anglaise dès leur plus jeune âge (environ 84% des élèves ont passé plus de deux ans à l'école maternelle, un chiffre plus élevé que la moyenne internationale établie à 60%), les ressources d'enseignement disponibles dans les écoles, une bonne ambiance scolaire, ainsi que les qualifications relativement élevées des enseignants des écoles primaires.

Des tests de performances

Une étude intitulée «What the United States Can Learn From Singapore's World-Class Mathematics System (and what Singapore can learn from the United States)»³, menée en 2005 par des instituts de recherche américains, s'est intéressée aux raisons les plus probables pour lesquelles les élèves de Singapour obtiennent de bons résultats lors des concours internationaux tels que l'étude TIMSS. L'étude a révélé une corrélation entre les programmes ciblés (ce qu'ils enseignent), tels que ceux utilisés à Singapour, et les bons résultats aux tests. Singapour propose également aux élèves des Niveaux 1 et 2 de l'école primaire ayant les résultats les plus faibles un programme de soutien à l'apprentissage des mathématiques, ainsi qu'un programme de soutien en langue anglaise. Les écoles de Singapour utilisent en outre des tests plus exigeants, et le Gouvernement récompense les écoles en cas de progrès individuels des élèves.

Un environnement scolaire hautement compétitif

Si les écoles maternelles dépendent du secteur privé, les écoles primaires sont, quant à elles, gérées par le Gouvernement et gratuites. De très faibles frais de scolarité sont toutefois demandés, car le Gouvernement estime que leur règlement rend les parents plus responsables. Si ceux-ci expriment leur «préférence» lors du choix d'une école primaire, un ordre de priorité compliqué mais transparent a été mis en place. Au niveau secondaire, les élèves peuvent spécifier leur école préférée, mais ils sont affectés par ordre de priorité en fonction de leur résultat final aux examens.

Du fait de cet environnement scolaire hautement compétitif, les enfants sont évalués plusieurs fois par an par le biais de devoirs réalisés à la maison, de projets, de tests et d'examens. Les étudiants sont répartis par niveaux en fonction de leurs compétences pendant la plus grande partie de leur scolarité.

Réduire au maximum l'absentéisme

Le Gouvernement tient fortement à ce que le plus grand nombre possible d'élèves restent scolarisés le plus longtemps possible. «Chaque enfant qui reste scolarisé est un enfant de moins dans la rue et une victime de moins de ce milieu. Chaque enfant provenant d'une famille défavorisée pouvant bénéficier d'une bonne scolarité et obtenir par la suite un bon emploi permettra de réduire de deux le nombre de familles défavorisées», a déclaré au début de cette année le Secrétaire général parlementaire Masagos Zulkifli. Ces dix dernières années, le taux d'abandon à Singapour est passé de 5,3% en 1997 à 1,6%, du fait des différentes initiatives mises en place par le Gouvernement. ■

Notes:

1. Third International Mathematics and Science Study: étude comparative de l'enseignement des mathématiques dans plusieurs pays.
2. Progress in International Reading Literacy Study: enquête menée dans 35 pays pour mesurer les performances internationales en lecture des élèves achevant leur quatrième année de scolarité obligatoire.
3. Traduction littérale: «Ce que les Etats-Unis peuvent apprendre du système d'apprentissage des mathématiques de niveau international de Singapour (et ce que Singapour peut apprendre des Etats-Unis).»

Les chiffres

D'après les statistiques officielles, les dépenses courantes engagées par le Gouvernement pour chaque étudiant en 2006-2007 s'élevaient à: 4 270 S\$ par élève de l'école primaire, 6 186 S\$ par élève du secondaire, 10 001 S\$ par étudiant au collège post secondaire/institut centralisé, 10 237 S\$ par étudiant en institut d'enseignement technique, 11 578 S\$ par étudiant polytechnicien et à 18 281 S\$ par étudiant à l'Université.



Chine: Les migrants: exclus du système

A Pékin, ils seraient 400 000 enfants de migrants en âge scolaire à ne pas pouvoir fréquenter l'école publique.

Par Emilie Torgemen, Pékin

Une entrave à la mobilité nationale: le hukou

Le hukou est le carnet de famille chinois qui stipule le lieu de résidence de tout citoyen chinois. Ce document administratif, créé en 1958, est un outil de contrôle des flux migratoires. En général, nul n'est supposé habiter ailleurs que ce que dicte son hukou. Ce système fait des migrants des citoyens de seconde zone; l'accès aux logements sociaux, école, santé, transports supposent le bon hukou. Il divise les citoyens chinois en urbains et ruraux.

A l'école Xinzhi, les enfants sont jusqu'à 120 par classe. «Et encore nous refusons du monde chaque mois», explique Liu Xuejun, le directeur de cette école poussiéreuse ouverte aux quatre vents. Ses élèves font partie de la «population flottante» chinoise; leurs parents sont pour la plupart des paysans pauvres venus travailler dans la capitale. Parce qu'ils ne possèdent pas le hukou pékinois (sorte de carnet de famille local), les enfants sont souvent refoulés des écoles publiques et donc exclus du système scolaire chinois, qui prévoit neuf ans de scolarité obligatoire à partir de 6 ou 7 ans.

40% des petits migrants de Pékin hors du système

Dorothy Solinger, chargée des études sinologiques à l'Université de Berkeley, estime que 40% des petits migrants de Pékin ne sont pas scolarisés dans le secteur public. Conscient du problème, le Gouvernement a régularisé de nombreuses écoles non reconnues et décrété que les municipalités importantes n'auraient plus le droit de refuser l'inscription dans leurs écoles des enfants migrants entre 6 et 14 ans, s'ils vivaient là depuis plus de six mois. C'était en 1998. Dix ans plus tard, les autorités locales refusent encore d'appliquer ces règles.

«Ces mesures proposent des solutions provisoires et ne remettent pas en cause le système institutionnel: il ne s'agit en aucun cas d'encourager les élèves à effectuer leur scolarité dans une localité autre que celle où est enregistré leur hukou», explique Chloé Froissart, chercheuse au Centre d'Etudes Français sur la Chine Contemporaine de Hong Kong. Les «flottants» sont 100 millions selon les estimations officielles chinoises, plus probablement 120 millions d'après l'Association Human Rights in China. L'exode rural qui ne cesse de s'accroître rend ce problème chaque jour plus inquiétant. En 1949, quand la République populaire de Chine a été proclamée, 20% des enfants en âge de fréquenter l'école primaire étaient scolarisés, et 80% de la population était analphabète. Aujourd'hui, selon les chiffres officiels, 98,95% des 6-11 ans et 94,1% des 12-14 ans sont scolarisés, 4% des plus de 15 ans restent illettrés.

Source: Bureau national des statistiques chinoises, Rapport 2005. ■



Le reste du monde

Education pour tous: universaliser l'enseignement primaire

Nombre estimé d'enfants non scolarisés en 1999 et 2005, par régions

| | 1999 | 2005 |
|------------------------------|------------------|------------------|
| | Total (millions) | Total (millions) |
| Monde | 56 459 | 72 124 |
| Pays en développement | 52 534 | 68 825 |
| Pays développés | 1 886 | 2 270 |
| Pays en transition | 2 039 | 1 029 |
| Afrique subsaharienne | 42 423 | 32 774 |
| Etats arabes | 7 720 | 6 122 |
| Asie centrale | 490 | 381 |
| Asie de l'Est et Pacifique | 6 824 | 9 524 |
| Asie de l'Est | 6 377 | 9 189 |
| Pacifique | 447 | 335 |
| Asie du Sud et de l'Ouest | 31 434 | 17 092 |
| Caribbe et Amérique latine | 3 595 | 2 432 |
| Caribbe | 435 | 449 |
| Amérique latine | 3 160 | 1 983 |
| Amérique du N., Europe occ. | 1 465 | 1 898 |
| Europe centrale et orientale | 2 508 | 1 901 |

Source: Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous 2008, p. 51.

Lancé en 1990 lors de la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous à Jomtien (Thaïlande), le mouvement mondial de l'Éducation pour tous (EPT), piloté par l'UNESCO, vise à répondre aux besoins d'apprentissage de tous les enfants, jeunes et adultes, d'ici à 2015 et de réduire massivement l'analphabétisme.

En 2000, la Communauté internationale a réaffirmé à Dakar (Sénégal) son engagement et identifié six objectifs clés en matière d'éducation:

- Développer la protection et l'éducation de la petite enfance
- Offrir à tous les enfants un enseignement primaire gratuit et obligatoire
- Promouvoir l'apprentissage des jeunes et des adultes et leur donner les compétences nécessaires dans la vie courante
- Accroître de 50% le niveau d'alphabétisation des adultes
- Réaliser la parité entre les sexes pour 2005 et l'égalité entre les sexes pour 2015
- Améliorer la qualité de l'éducation

A mi-parcours, le Rapport mondial de suivi édité cette année par l'UNESCO présente une évaluation globale des progrès accomplis (www.unesco.org). Il en ressort que le nombre d'enfants qui entrent à l'école primaire a nettement augmenté depuis l'année 2000, que le taux de scolarisation des filles est plus élevé qu'auparavant, que les budgets consacrés à l'éducation et à l'aide dans ce domaine ont progressé. Cependant, la médiocrité des services éducatifs, le coût élevé de la scolarité ainsi que le niveau élevé de l'analphabétisme des adultes restent un frein à la réalisation des objectifs de l'EPT. Il n'en reste pas moins que «la mise en oeuvre de politiques nationales efficaces et l'accroissement des budgets nationaux, consolidés par des aides extérieures, changent indubitablement les perspectives d'avenir de millions d'enfants explique Nicholas Burnett, directeur de l'édition 2008 du Rapport. ■



En Inde, l'enseignement primaire n'est devenu un droit fondamental qu'en 2002. Lors d'un recensement effectué en 2006, 14% des filles et 8% des garçons n'avaient encore jamais mis les pieds dans une salle de classe. Pour permettre à ces enfants d'accéder coûte que coûte à l'enseignement primaire, le programme « du repas de la mi-journée », mis en place progressivement dans les différents Etats indiens, s'est révélé plus efficace que la gratuité du système éducatif national.

Grâce à ce programme, chaque jour un déjeuner gratuit est distribué à tous les écoliers. Avec 300 millions d'Indiens qui vivent avec moins d'un dollar par jour, cette mesure s'est révélée fructueuse. Désormais 114 millions de repas sont distribués quotidiennement et le nombre d'enfants non scolarisés est passé de 32 millions en 2001 à 7,5 millions en 2007. Dans le même temps, 187 000 écoles ont été ouvertes et 812 000 instituteurs recrutés, dans le cadre du programme « Sarva Shiksha Abhiyan », lancé en 2002, et doté d'un budget de 1,2 milliard de dollars.

Inde : Nourris et payés pour se rendre à l'école

*En Inde, l'enseignement
primaire n'est devenu un droit
fondamental qu'en 2002.*

Par Julien Bouissou, New Delhi

Réduire l'absentéisme

Les enfants sont plus nombreux à se rendre à l'école. Mais ce sont, en majorité, des garçons. Pour combattre cette inégalité entre les sexes, la municipalité de Bombay a eu une idée originale. Après avoir constaté que 12 000 filles quittaient chaque année le système scolaire, elle s'est engagée, à partir de mai 2008, à verser une roupie par jour à chaque écolière qui se rendait en classe.

Cette mesure est également destinée à réduire le taux d'absentéisme, qui tourne, dans le pays, aux alentours de 30%. Les raisons invoquées par les instituteurs, d'après un sondage réalisé en 2007, sont les suivantes : migrations urbaines saisonnières, maladie, ou encore travail des enfants pour subvenir aux besoins de la famille. Encore faut-il que les instituteurs soient eux aussi présents en classe pour réduire le taux d'absentéisme. Chaque jour, un instituteur sur cinq manque, en moyenne, les cours. Mal rémunérés, ils préfèrent donner des leçons particulières pour arrondir leurs fins de mois. ■

immoweb+

Voir aussi les systèmes éducatifs
de Cuba, d'Afrique du Sud et de Russie
sur notre site Internet,
www.immorama.ch,
rubrique Bibliothèque, ImmoDossier.

CDV COUDRAY
DE VITO SA
PARQUETS



parquets anciens

préservation du patrimoine - restauration
réparation - travail artisanal sur mesure



parquets contemporains

villas d'architectes - appartements - lofts
pose et entretien

4, route des Jeunes
1227 Les Acacias-Genève
tél. 022 732 13 65
info@cdv-parquet.ch



Australie: La plus grande salle de classe de la planète

L'école australienne ressemble, par bien des aspects, à sa lointaine cousine britannique. Elle est obligatoire, divisée en écoles primaire et secondaire avec un examen (Higher School Certificate) pour en ponctuer la sortie avant d'éventuelles études supérieures. Mais elle a su s'adapter aux particularités locales en créant notamment un enseignement à distance de qualité, des établissements publics sélectifs qui accueillent les élèves les plus motivés (du primaire jusqu'à l'Université) tout en collaborant activement avec les parents.

Par Florence Decamp, Sydney

L'école australienne, comme dans beaucoup d'autres pays, peut être publique, privée, laïque, religieuse, mixte, unisexe, traditionnelle ou d'avant-garde... Mais elle dispose sans doute de l'une des plus grandes salles de classe de la planète. Des milliers d'enfants demeurant dans le bush australien vont à l'école sans quitter leur chambre et ont, pour cour de récréation, des déserts immenses où rien n'arrête le regard. Leurs professeurs et leurs camarades se trouvent à des centaines de kilomètres. Il existe une quinzaine d'écoles des airs en Australie; sans elles, il faudrait des journées entières de route à leurs élèves avant d'atteindre le plus proche établissement scolaire. La première «School of the Air» fut créée en 1951 à Alice Springs, en plein cœur du pays. A l'époque, la radio crachotait et les liaisons étaient souvent interrompues. Aujourd'hui, les satellites ont pris le relais, mais la magie demeure, celle de ces voix d'enfants qui s'entrecroisent dans cette salle de classe sans tableau ni pupitre. Alors que ces enfants restent à la maison pour aller à l'école, d'autres abandonnent le bush pour les internats des grandes villes. Des adolescents aborigènes rejoignent ainsi les meilleurs collèges de Sydney. Une opération lancée, il y a une dizaine d'années, par des fondations et financée par le secteur privé, qui se révèle une véritable réussite alors que, jusqu'à présent, l'éducation des jeunes Aborigènes allait d'impasse en échec... Pour l'instant concentré sur la Nouvelle-Galles du Sud, ce mouvement sera étendu, cette année, à l'ensemble du pays.

L'immigration, une richesse d'avenir

L'immigration a fait de l'école australienne une tour de Babel qui résonne de centaines de langues. Les enfants d'immigrants – dont une large part vient des pays asiatiques – réussissent souvent leur scolarité, poussés par leurs parents vers les écoles dites *selective schools*. Ces établissements publics ont une meilleure réputation que celle des écoles privées, car seules les aptitudes de l'élève sont évaluées. La sélection ne se fait pas au niveau du montant de l'écologie. L'enseignement y est gratuit, plus diversifié (théâtre, musique, arts plastiques, sports, etc.) que dans les écoles traditionnelles et d'une extrême qualité. Cette année, ils étaient plus de 13 000 enfants (pour 3 522 places) à tenter le concours d'entrée dans une *selective school* comme celle de Fort Street High School à Sydney. Malgré ses bâtiments qui, comparés aux superbes établissements privés des quartiers chic, ne paient pas de mine, Fort Street High School est pourtant l'un des plus prestigieux lycées d'Australie.

L'université australienne

En Australie, à l'université, la flexibilité est la règle. Conscientes qu'une personne peut avoir plusieurs carrières au cours de sa vie, les institutions permettent aux étudiants d'entrer dans le système éducatif et d'en sortir pratiquement à tout moment.

Les parents: des acteurs à part entière

Une des caractéristiques de l'école australienne est sans doute l'implication permanente des parents dans la vie quotidienne de l'établissement, qui est loin de se résumer à la confection de gâteaux pour la kermesse annuelle. Les parents aident au fonctionnement de l'établissement, participent aux activités extrascolaires ou à l'organisation d'événements particuliers. Les comités de parents d'élèves sont même souvent intégrés dans les réunions d'enseignants, où ils sont invités à donner leur point de vue. ■

Du balai!



Envie de changer de décor? Grâce à nos taux hypothécaires avantageux, devenir propriétaire est désormais à la portée de tous.

Nous offrons des prêts hypothécaires attrayants à des conditions privilégiées. Pour les logements, nous renonçons à la majoration du taux des hypothèques en 2^e rang. De plus, vous pouvez régler confortablement les intérêts en deux annuités. Informations complémentaires sur www.banquemigros.ch ou Service Line 0848 845 400.

BANQUEMIGROS
Elle fait toute la différence.



Afrique du Sud: D'une inégalité à l'autre

Héritées du régime de l'Apartheid, les inégalités raciales, sociales et géographiques perdurent au cœur même de l'école Sud-africaine. Le Programme d'intégration par l'éducation lancé en 2004 a pour objectif d'y mettre un terme.

Par Anne Cometto, Johannesburg

«Les relations entre les races ne peuvent s'améliorer si l'on donne aux Natifs un bon système d'éducation», déclarait Hendrik Verwoerd, ministre des Natifs, devant le parlement sud-africain en 1953. A cette époque, le gouvernement mettait en place l'Apartheid. Le ministre expliquait son propos: «Il ne faut pas en faire des gens frustrés, qui, s'ils avaient un système d'éducation trop bon, attendraient de meilleurs travaux que ce que l'Afrique du Sud peut leur offrir.»

Les choses étaient claires: les Noirs et les Métis ne devaient pas être trop éduqués. Ce système de ségrégation par l'éducation a duré jusqu'en 1994, date de l'élection de Nelson Mandela à la présidence. Rétablir une éducation plus juste était la priorité du premier gouvernement démocratique, et aujourd'hui encore son budget représente près de 18% des dépenses totales du pays. «Avec 105 milliards de Rands pour l'année 2007, le budget de l'éducation en Afrique du Sud est parmi les plus élevés du monde!» martèle régulièrement la ministre Naledi Pandor.

Et pourtant selon le syndicat le plus important du pays, le *South African democratic teacher's union*, ce chiffre n'est absolument pas réaliste: «En comparaison avec notre PIB, le chiffre est faible! s'indigne Jon Lewis, le porte-parole du syndicat. Et l'Afrique du Sud est un pays très jeune, on ne peut pas le comparer avec le budget des pays européens qui ont beaucoup moins d'enfants scolarisés!»

En effet, 50% de la population totale du pays a moins de 25 ans. Aujourd'hui, les inégalités entre Blancs et Noirs sont moins prononcées qu'en 1994, officiellement tous les enfants ont les mêmes programmes scolaires, et les écoles publiques des grandes villes, comme Cape Town, Johannesburg ou Durban sont mixtes. Toutefois, compte tenu de l'héritage du passé, les zones que l'on nomme pudiquement comme «historiquement désavantagées» sont encore les moins bien loties. «Notre priorité doit être les écoles dans les campagnes et les petites villes, explique Jon Lewis. En comparaison, même les écoles des townships (les anciens ghettos noirs) ne sont pas trop mal...» Et c'est dire, car les écoles dans ces «bidonvilles» se réduisent souvent à des murs en taules et des classes surchargées.

Les écoles, situées dans des zones reculées du pays souffrent cruellement d'un manque de moyens, et sont dignes des pays les plus pauvres du continent. Dans le Transkei, (ancien territoire infertile situé dans la province de l'Eastern Cape qui a été attribué aux Noirs pendant l'Apartheid pour calmer les esprits nationalistes) les écoles n'ont ni sanitaires, ni matériel scolaire et les professeurs ne sont pas formés. Ils sont employés par défaut car personne d'instruit en ville ne veut venir travailler dans de telles conditions pour des salaires misérables.

La formation du personnel est devenue la priorité du gouvernement et notamment du Programme d'intégration par l'éducation (IEP) lancé en 2004. L'un des objectifs est que tous les enseignants du pays (ils sont 386 600 dans l'école publique) «puissent dispenser les bases de l'éducation, et qu'ils parlent anglais.»

En Afrique du Sud, 93% des enfants sont scolarisés à l'école primaire, mais seulement 5% des jeunes Noirs de plus de 20 ans seront diplômés de la faculté. Contre 30% pour les Blancs. ■



Cuba : **En tête de** **classement malgré** **des déficiences** **scolaires**

Par Patrick John Buffe, Mexico

Russie : **Vers plus de** **discipline**

Par Alexandra Kaourova, Moscou

Il est intéressant de souligner l'un des résultats que met en évidence la SERCE, la seconde étude régionale comparative et explicative, réalisée par le Laboratoire latino-américain d'évaluation de la qualité de l'éducation.

Il en ressort que Cuba est le seul pays qui offre dans le cycle primaire une ponctuation très supérieure à la moyenne des autres nations latino-américaines. Et cela en dépit des déficiences croissantes du système scolaire cubain dénoncées depuis quelques mois par la population dans le cadre d'un ample débat sur les problèmes de la vie quotidienne des Cubains! Mais plutôt que la scolarisation de l'île, qui maintient un accès universel et gratuit à tous les niveaux de l'éducation, c'est surtout la qualité des enseignants comparée avec celles des générations précédentes qui est questionnée... ■

Dans les années 90, l'enseignement privé en Russie était considéré comme une heureuse alternative à l'école obligatoire soviétique. Cette dernière ayant été beaucoup critiquée par les professeurs et les parents «libéraux» pour la dureté de ses méthodes. Quelques enthousiastes essayèrent alors de faire renaître les traditions pédagogiques de l'enseignement privé, répandues dans la Russie impériale, avant la Révolution. Dans ces nouvelles structures, l'accent était mis sur l'apprentissage des langues étrangères, les activités parascolaires comme les cours de théâtre et de danse ou encore les visites de musées. Le principe clé consistait à ne pas mettre de pression sur l'enfant. En somme, le Mai 68 en matière d'éducation en Russie a eu lieu au début des années 90, lorsque les premières écoles privées ont fait leur apparition.

Pourtant aujourd'hui, presque vingt ans plus tard, certains regrettent le bon vieux professeur soviétique qui savait se faire respecter et maintenir la discipline, tout en apportant aux élèves des connaissances solides. De ce fait, il devient de plus en plus fréquent aujourd'hui de trouver sur le site Internet des écoles privées une mise en garde destinée aux parents: «dans notre institution liberté ne signifie pas absence de règles de conduite.» Certaines institutions pratiquent également l'envoi quotidien par e-mail de rapports aux parents. D'autres multiplient les tests pour les nouveaux venus et établissent des critères plus strictes d'évaluation.

Jusqu'à une période récente, les écoles privées à Moscou bénéficiaient des subsides étatiques, mais à partir de janvier 2005, la nouvelle loi sur l'éducation à supprimer ces aides. La même loi a également annulé les privilèges fiscaux et introduit une taxe sur la location des terrains. Ainsi, le statut des écoles privées a été réduit à celui de casinos ou de cliniques privées...

Les écoles qui ont survécu à ces mesures drastiques ont augmenté leur frais d'écolage. Le coût d'enseignement dans une école privée en Russie peut varier entre 100 et 500 dollars par mois.

Mais que peut leur offrir une école privée? Snejana Bodishtianu, directrice de la RBSM, une école privée russe située sur l'île de Malte, répond sans hésiter: «combiner l'universalisme du système d'éducation russe avec les méthodes pédagogiques occidentales qui privilégient une formation plus spécialisée». Les diplômes sont reconnus dans les universités du monde entier grâce au système de certification IELTS. Les élèves de l'école de Malte visent haut: si ce n'est pas l'école hôtelière de Lausanne ou l'université de Genève, ils sont toujours bienvenus dans les nombreuses universités de Russie.

Une école de rêve? Oui, mais pour la modique somme de 11 500 euros pour neuf mois (logement compris) pour le primaire et 14 000 euros pour le secondaire... ■